



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt six, le huit juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 juin 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 30**

Jérôme DUBOST, Agnès SIBILLE, Nicolas SAJOUS, Pascale GALAIS, Eric LE FEVRE, Véronique BLONDEL, Sylvain CORNETTE, Marie-José BENARD, Yannick LE COQ, Cindy LEFRANCOIS, Édith LEROUX, Isabelle CREVEL, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Thierry GOUMENT, Caroline SAMPIC, Philippe QUERNE, Jean-Pierre VOGEL, Yves LOUMON, Isabelle NOTHEAUX, Hakima BEDJAOU, Nordine HASSINI, Virginie VANDAELE, Céline VAN PETEGHEM, Nicolas BERTIN, Aurélien LECACHEUR, Solène PETITJEAN, Jean METAYER, Léa DIEPPOIS, Gilles LEBRETON, Théo LAMBERT

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2**

Patrick DENISE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS

Aurélia JOPEK donne pouvoir à Gilles LEBRETON

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Benoît NAOUS

### **Secrétaire de séance**

Véronique BLONDEL

## CONSEIL MUNICIPAL du 8 juin 2026

**M\_DL260608\_121**

### RESSOURCES HUMAINES - ELECTIONS PROFESSIONNELLES - DETERMINATION DU NOMBRE DE SIEGES - MAINTIEN DU PARITARISME - CREATION D'UN CST COMMUN VILLE / CCAS

**M. Jérôme DUBOST, Maire** – La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique et le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux Comités Sociaux Territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, ont créé une instance unique pour le dialogue social nommée le Comité Social Territorial (CST).

Cette instance issue, de la fusion entre anciennement le Comité Technique (CT) et le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) a été mise en œuvre à la suite des élections professionnelles de 2022. Elle est créée auprès de chaque collectivité ou établissement public employant au moins 50 agents.

Les CST connaissent des questions relatives :

- à l'organisation, au fonctionnement des services et aux évolutions des administrations,
- à l'accessibilité des services et à la qualité des services rendus,
- aux orientations stratégiques sur les politiques de ressources humaines,
- aux lignes directrices de gestion en matière de promotion et valorisation des parcours professionnels,
- aux enjeux et aux politiques d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations,
- aux orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire et d'action sociale ainsi qu'aux aides à la protection sociale complémentaire,
- aux autres questions prévues par décret en Conseil d'État.

La loi de transformation de la fonction publique a également prévu la création d'une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (FSSCT) pour les collectivités et établissements employant au moins 200 agents ou si elles présentent des risques professionnels particuliers.

La compétence générale confiée par la loi à la formation spécialisée relève des attributions du CST en matière :

- de questions relatives à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail,
- d'organisation du travail,
- de télétravail et des enjeux liés à la déconnexion,
- de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques,
- d'amélioration des conditions de travail et les prescriptions légales y afférentes,
- de mise à jour du document unique d'évaluation des risques professionnels ou encore,
- de projets d'aménagements importants modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail et d'introduction de nouvelles technologies.

Enfin, il peut être décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants d'une collectivité territoriale et d'un de ses établissements publics de créer un CST commun compétent à l'égard des agents de la collectivité et des agents de l'établissement public.

#### **1°) Détermination du nombre de représentants du personnel et de représentants de l'administration au Comité Social Territorial (CST)**

Le nombre des représentants du personnel au sein du CST est fixé par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement auprès duquel est placé le CST, dans une fourchette qui dépend de l'effectif des agents de la collectivité.

Lorsque l'effectif est au moins égal à 200 et inférieur à 1000, le nombre de représentants titulaires du personnel est fixé entre 4 et 6 représentants. Les effectifs de la Ville de Montivilliers, arrêtés à 282 agents au 1er janvier de l'année 2026, se situent dans cette tranche.

Cette délibération doit intervenir au moins six mois avant la date du scrutin fixé au 10 Décembre 2026, soit au plus tard le 9 juin 2026, après avoir consulté les organisations syndicales présentes dans la collectivité.

La délibération fixe par ailleurs le nombre de représentants de la collectivité qui ne peut excéder le nombre de représentants du personnel.

De plus, cette délibération peut prévoir le recueil par le CST de l'avis des représentants de la collectivité.

Dans ce cas, lors des réunions, l'avis du comité est rendu lorsqu'ont été recueillis :

- l'avis du collège des représentants de la collectivité ou de l'établissement, d'une part,
- l'avis du collège des représentants du personnel, d'autre part.

Le syndicat, consulté sur ce point, a souhaité maintenir le nombre actuel de représentants du personnel siégeant au CST, à savoir 5 représentants. Dans le même temps, le syndicat a estimé que le paritarisme au sein de l'instance faisait partie intégrante d'un dialogue social constructif et donc de qualité. En effet, ce principe favorise la concertation entre les organisations syndicales, les élus et l'administration.

C'est pourquoi, sur la base de ces échanges et au nom d'un dialogue social constructif, il est proposé de fixer le nombre de représentants du personnel à 5 et de maintenir le paritarisme numérique au sein du CST entre le nombre de représentants de la collectivité et le nombre de représentants du personnel. Les représentants de la collectivité formuleront un avis au cours des séances du CST.

## **2°) Pour la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail instituée au sein du comité social territorial (FSSCT)**

Compte tenu des effectifs de la Ville de Montivilliers, une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est instituée au sein du comité social territorial.

Le nombre de représentants du personnel titulaires dans la formation spécialisée est égal au nombre de représentants du personnel titulaires dans le CST.

Ainsi, après consultation des représentants du personnel, il a été décidé de fixer le même nombre de sièges de représentants du personnel au sein de la formation spécialisée que celui du CST, à savoir 5 sièges, et d'instituer le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel.

Il a également été prévu d'autoriser le recueil de l'avis des représentants de la collectivité au sein de la formation spécialisée.

## **3°) Création d'un CST commun et d'une F3SCT commune entre la Ville de Montivilliers et le CCAS de la Ville de Montivilliers**

Des CST communs peuvent être créés par délibérations concordantes des organes délibérants et sous réserve que l'effectif global concerné soit au moins égal à 50 agents, entre une commune et un établissement public qui lui est rattaché. Le CST commun est alors compétent pour tous les agents des collectivités et établissement concernés.

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérécours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Pour des raisons de bonne gestion, il semble cohérent de disposer d'un Comité Social Territorial unique et d'une Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail unique compétents pour l'ensemble des agents de la Ville de Montivilliers et du CCAS.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Fonction Publique ;

**VU** la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique

**VU** le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

**VU** l'avis du Comité Social Territorial du 29 mai 2026

**VU** le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

**VU** la commission municipale n°5 Affaires Générales et Finances réunie le 3 Juin 2026, consultée ;

#### **CONSIDÉRANT**

- Qu'un comité social territorial est créé dans chaque collectivité ou établissement public employant au moins 50 agents ;
- Qu'une formation spécialisée en matière de santé, sécurité et des conditions de travail doit être instituée au sein du comité social territorial dans chaque collectivité et établissement employant deux cents agents au moins ;
- Que l'effectif constaté au 1er janvier 2026 est compris entre 200 et 1999 agents ;
- Que la consultation des organisations syndicales est intervenue le 4 mai 2026 soit plus de 6 mois avant la date du scrutin.

**Après en avoir délibéré,**

#### **DÉCIDE**

##### **1. Pour le comité social territorial :**

- de fixer le nombre de représentants du personnel titulaires au sein du comité social territorial à 5 ,
- d'instituer le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel,
- d'autoriser le recueil de l'avis des représentants de la collectivité.

##### **2. Pour la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail instituée au sein du comité social territorial :**

- de fixer le nombre de représentants du personnel titulaires au sein de la formation spécialisée à 5 ,
- d'instituer le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel,
- d'autoriser le recueil de l'avis des représentants de la collectivité ou de l'établissement.

##### **3. Pour la création d'un CST et d'une F3SCT communs entre la Ville de Montivilliers et le CCAS :**

- de créer un Comité Social Territorial et une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail uniques compétents pour les agents de la commune de Montivilliers et du C.C.A.S.,
- de placer ce CST et cette F3SCT auprès de la commune de Montivilliers.

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

**Sans incidence budgétaire**

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 29

Contre : 0

Abstention : 3

Gilles LEBRETON, Aurélia JOPEK, Théo LAMBERT

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***

